Sécurité en Guyane : Parler vrai, agir juste

Category: 2020-2030,Actualités
24 juin 2025



L’annonce de la création d’un quartier de haute sécurité à Saint-Laurent-du-Maroni a suscité de nombreuses réactions. Et je les entends.

Mais ma responsabilité, en tant qu’élue de La Réunion et présidente de la Délégation Outre-mer de *Renaissance,* est de poser les faits avec clarté.

Ce projet n’est ni improvisé, ni tombé du ciel. Il a été initié en 2017, dans le cadre des accords de Guyane, pour répondre à une urgence pénitentiaire : la surpopulation dramatique du centre de Rémire-Montjoly. La future prison de 500 places, prévue pour 2028, en fait partie.

Aujourd’hui, le ministre de la Justice souhaite y adjoindre un quartier de haute sécurité de 60 places, spécifiquement destiné à isoler les têtes de réseau du narcotrafic opérant en Guyane et aux Antilles. Pourquoi ici ? Parce que la réalité géographique impose la lucidité.
La Guyane est un territoire français et européen au cœur de l’Amérique du Sud, frontalier avec le Suriname et le Brésil.
Saint-Laurent-du-Maroni est devenu un carrefour stratégique du trafic de cocaïne, avec des filières organisées de mules. Cette zone n’est pas neutre. Elle est ciblée.

Et pourtant, je comprends l’émotion. Je la respecte.
Saint-Laurent-du-Maroni fut la porte du bagne. Ce n’est pas un simple site. C’est un lieu de mémoire.
Mais dire que ce projet est un « retour du bagne », c’est nier son origine, son objectif, et la vérité.

Il n’est pas question de transférer des détenus de l’Hexagone, ni de transformer la Guyane en exil carcéral. Il s’agit d’assurer une sécurité républicaine à la hauteur des enjeux, comme dans n’importe quel autre département français.

La sécurité ne doit pas être un privilège.

Elle doit s’accompagner d’éducation, de développement économique, de respect des mémoires.

En tant que femme politique ultramarine, je le dis avec force : la Guyane a droit à la sécurité, comme elle a droit à la dignité. L’un ne doit jamais effacer l’autre.

Ramata TOURE*
Opinion internationale

*Élue à Sainte-Suzanne (La Réunion), présidente de la Délégation Outre-mer du Conseil National Renaissance